

DELOCALISATIONS

Face au monde



Les fermetures d'unités de production chez TDK et Villeroy confirment que le Luxembourg n'est pas une île. Dans la course au moins-disant social et fiscal, il risque d'être perdant.

Une holding nous reste toujours. Qu'il s'agisse de l'arrêt de production chez TDK, du dépérissement de Villeroy ou de la fermeture prévisible des aciéries électriques Arcelor ou Mittal, il est probable que des structures administratives et financières seront maintenues au Grand-Duché. Voilà qui illustre à merveille l'analyse que les économistes font des délocalisations: mauvais pour les salariés, bon pour les entreprises. En effet, ces dernières réduisent leurs coûts, augmentent leurs bénéfices, et se servent de la place financière pour "optimiser" leur charge fiscale. Reste à savoir si, le jour où il n'y aura plus que des holdings au Luxembourg, celles-ci payeront assez d'impôts pour financer les traitements des fonctionnaires, les allocations des chômeurs et les "cinq sièmes" des retraités?

Le dumpeur dumpé

En attendant, on préfère parler de "restructurations". TDK ne délocaliserait pas la fabrication de DVD, mais arrêterait d'en produire. Villeroy serait obligé de licencier à cause des gains de productivité et se plaint de la concurrence asiatique. Or le fabricant de céramique est soupçonné de faire produire lui-même en Asie, et TDK continuera de vendre des DVD, quitte à en sous-traiter la production. Il est vrai que le terme de "délocalisation" n'a pas de sens véritable à l'échelle du Grand-Duché. La plupart des biens fabriqués étant destinés à l'exportation, toute production industrielle luxembourgeoise constitue une délocalisation par rapport aux pays destinataires. "Le Luxembourg a profité, pendant des années, de la délocalisation des autres", estime Kik Schneider, directeur chez Fortis, dans un entretien accordé à Paperjam. Le mouvement de pendule serait en train de s'inverser et les entreprises re-délocaliseraient de nouveau.

En fin de compte, le Grand-Duché est touché par un mouvement global qui fait partir des chaînes de fabrication depuis l'Europe de l'Ouest et les Etats-

Unis vers des pays du Sud, notamment la Chine et l'Inde. La raison principale: les coûts salariaux, ainsi que la faiblesse de contraintes en matière de droit du travail et, accessoirement, de droit environnemental. Parfois, des délocalisations obéissent à d'autres rationalités, comme dans le cas de la fermeture de la WSA: l'entretien du matériel de l'armée américaine se fera désormais plus près des "consommateurs".

Interrogé par le woxx, le président de l'OGBL Jean-Claude Reding reconnaît: "Nous ne pouvons pas garder toute l'industrie au Nord. Certaines délocalisations correspondent à des avantages comparatifs réels comme la présence de matières premières ou les conditions climatiques." Mais la plupart des redéploiements d'activités seraient provoqués par le dumping social et fiscal. Il donne l'exemple des sociétés de transport, qui ont été attirées par le niveau d'impôts au Grand-Duché, mais qui risquent de repartir aussi rapidement qu'elles sont venues. "On ne peut pas continuer dans cette spirale de dumping fiscal", dit Reding.

Pas de panique

Un autre souci des syndicats est le risque de chantage: lors de négociations salariales, la direction peut évoquer la possibilité de partir à l'étranger, même si elle n'en a pas l'intention, afin d'obtenir des concessions. Car en réalité, l'impact des délocalisations est limité. Lors d'une conférence à la Chambre de Commerce en automne dernier, l'expert français Lionel Fontagné a cité une estimation de l'OCDE selon laquelle un cinquième de l'emploi au sein de l'UE serait délocalisable. "Mais délocalisable ne veut pas dire délocalisé." Selon l'expert, des considérations sur la qualité du travail et la sécurité juridique empêcheraient le passage à l'acte. En France, sur 800.000 emplois "délocalisables", seulement 10.000 auraient été perdus, selon une évaluation du ministère des Finances.

A terme cependant, le phénomène pourrait s'accélérer. Alors que pour les biens industriels, les frais de transport et de douane jouent un rôle de frein, une partie des services est complètement dématérialisée. Les secteurs de l'informatique, des assurances et des banques présentent un potentiel de délocalisation énorme, grâce aux progrès des technologies de communication. Le réflexe de certains de faire une croix sur les activités industrielles au Luxembourg et de ne miser que sur le secteur financier se révèle être une fausse bonne idée.

Que faire? Selon Lionel Fontagné, "le problème, ce ne sont pas les emplois perdus, mais l'insuffisance de création d'emplois". Créer des emplois, mais comment? "Si les DVD n'étaient plus rentables, TDK aurait pu continuer avec un nouveau produit comme les HD-DVD, générant une valeur ajoutée suffisante",

raisonne Jean-Claude Reding. Il n'exclut pas qu'il y ait eu des erreurs de management. Le diagnostic de Kik Schneider diffère: En matière de compétitivité, "le coût du travail - le salaire minimum - n'aide pas certaines sociétés".

Libérer ou réguler?

De nombreux économistes européens rejettent cependant l'idée de massivement baisser les standards sociaux. D'une part cela réduirait encore la consommation sur le marché intérieur, réduisant d'autant l'intérêt de maintenir des sites de production en Europe. D'autre part une dégradation générale de la situation sociale enclencherait un cercle vicieux détruisant précisément les avantages compétitifs par rapport aux pays du Sud: stabilité politique, infrastructures performantes et contexte favorable à la recherche et à l'innovation. Dans le cas du Luxembourg, qui a un retard à rattraper en matière d'enseignement et de recherche, il s'agit aussi de ne pas faire des économies aux dépens de ces domaines.

Jean-Claude Reding plaide aussi pour une "politique industrielle dans la Grande Région". Cela permettrait de dépasser la situation où des entreprises sont racolées, puis repartent au bout d'une dizaine d'années. "Pour développer des pôles de compétence, il faut pouvoir offrir aux salariés une sécurité d'emploi dans leur secteur." Reding compte sur une étude prospective du Conseil économique et social de la Grande Région pour faire des propositions en ce sens avant l'été.

Plus généralement, le syndicaliste voit dans les délocalisations une conséquence de la mondialisation. "Le problème, c'est qu'il n'y a que des règles commerciales, mais aucune régulation sociale ni écologique." C'est à travers une convergence des standards du Sud vers ceux du Nord que les deux côtés pourraient profiter des mutations économiques. Reding rappelle qu'aux origines de l'Union européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier avait mené une politique industrielle, restructurations comprises. "Cette idée fondatrice semble s'être perdue. Aujourd'hui, l'Union défend un point de vue purement libéral au niveau de l'OMC. Les dimensions sociale et écologique de la mondialisation se retrouvent bien dans les discours, mais pas dans les actes."

Raymond Klein

Asselborn concède l'erreur

Le Luxembourg est-il un Etat de droit? Cette mise en question semble justifiée, car l'affaire de la réfugiée kurde Zübeyde Ersöz laisse de forts doutes sur le fonctionnement des instances étatiques et juridiques en matière de droits humains. Lundi encore, il fut décidé - contre l'avis du procureur général! - de ne pas la mettre en liberté le temps où son extradition vers la Turquie était à l'étude. Mercredi, enfin, le ministre des affaires étrangères communique qu'"après une étude approfondie du dossier remis par l'intéressée en date du 13 mars 2006, eu égard aux observations de l'UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés) du 4 avril 2006 et après une entrevue avec le médiateur en date du 11 avril 2006, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a décidé de reprendre l'examen de la demande d'asile de Madame Ersöz." Il aura donc fallu en tout deux mois et l'intervention de nombreuses personnes pour que le ministre en charge du dossier accepte ce qu'on lui a signifié dès le début: la procédure d'asile prime sur celle d'extradition. Zübeyde Ersöz reste - pour l'instant - incarcérée à Schrassig dans des conditions d'extrême surveillance et de privation des droits les plus élémentaires. Si le danger d'une extradition vers la Turquie semble maintenant écarté, l'affaire laisse un arrière-goût amer. Il y a une semaine que le Luxembourg s'est doté d'une nouvelle loi sur l'asile politique qui limite les moyens de recours de certaines personnes "dont-il apparaît clairement" qu'ils ne remplissent pas les conditions requises pour profiter d'un statut de protection. On l'a vu: ce qui a été clair aux yeux du ministre il y a deux mois, ne l'est plus aujourd'hui - une erreur qui aurait pu tourner à la catastrophe selon les nouvelles dispositions.

Linke Angebote in Krisenzeiten

Es war Zufall, dass die Pressekonferenzen von KP und Déi Lénk am Freitag vor einer Woche fast zur gleichen Zeit und am gleichen Ort stattfanden. "Luxemburger Linke vor der Wiedervereinigung?", titelte reißerisch das "Journal", doch den beiden Parteien ging es weniger um Annäherungsmanöver als darum, ihre Ablehnung der angekündigten Reformen zu erläutern. So kritisierte Déi Lénk, dass Jean-Claude Juncker nur die Staatsausgaben problematisiere, nicht aber die Einnahmen. Die Regierung wolle die Gewerkschaften beugen und Sozialabbau betreiben. "Dass im Sinne des Kapitals Politk gemacht wird, damit muss Schluss sein", so Justin Turpel, Mitglied des Koordinationsbüros.

Ali Ruckert gab sich martialischer: Angesichts des "Klassenkampfes von oben" sei die Sozialpartnerschaft tot, so der KP-Präsident. Um Volksnähe bemüht, kritisierte die KP die steuerliche Belastung der "schaffend Leit", unter anderem die - nicht unbedingt unsoziale - Nicht-Anpassung der Steuertabelle. Gelobt wurde die CGFP, die der Regierung "den Dix gesat" habe. Die KP fordert auch gezielte Steuererhöhungen, unter anderem einen Spitzensatz von 56 Prozent. In diesem Punkt wurde sie von der Déi-Lénk-Forderung nach 60 Prozent übertroffen. Doch während letztere fleißig radikale Reformvorschläge aneinanderreihen, zögern die Kommunisten nicht, den Systemwechsel zu fordern: "Dass Versuche wie die Oktoberrevolution gescheitert sind, heißt nicht, dass unsere Ideen falsch sind", so Ali Ruckert. Was eine Wiedervereinigung angeht, so erklärte er, die KP wolle "mit vielen anderen Kräften zusammenarbeiten". Kaum entgegenkommender klang es von Seiten der "Lénk": Justin Turpel wies "Kuhhandel" von sich, hoffte aber, die KP-Militanten würden den Weg zu gemeinsamen Aktionen finden. Und fügte hinzu, man werde vielleicht irgendwann, bei Wahlen, die "künstliche Konkurrenz" überwinden.